

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Monsieur le Préfet, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour le CDEN concernant la carte scolaire. Comme vous avez pu le constater, il s'agit du CDEN de repli car mardi 31 janvier, à l'appel des organisations syndicales les salariés étaient mobilisés dans la rue, il s'agissait pour le gouvernement d'une journée noire. Noir, tout comme le projet de réforme des retraites que le gouvernement veut passer en force. Il s'agit d'un projet injuste basé sur des arguments fallacieux et qui, en réalité, ne repose sur aucune logique économique.

Nous étions 2,8 millions à manifester notre refus de cette contre-réforme dont 8300 à Auxerre et 3000 à Sens. Ce nombre incroyable de salariés, retraités et jeunes dans la rue est historique et démontre à quel point le projet du gouvernement est rejeté par la majorité des français.

Le FNEC-FP-FO réaffirme son soutien à tous les enseignants et personnels de l'éducation grévistes et se mobilisera contre cette réforme jusqu'à son retrait !

Pour ce qui est de la carte scolaire, là aussi, la mobilisation fut importante avec plus de 15 écoles représentées et plus de 150 personnes (enseignants, parents, élus) réunies lors du rassemblement devant la DSDEN. Et c'est logique, avec 21 classes, 6 postes de remplaçants supprimés, un poste d'enseignant du RASED supprimés. Vous le savez, c'est inacceptable ! Nous ne pouvons nous satisfaire d'un tel projet de carte scolaire. Même si vous êtes revenus sur certaines situations, avec 20 postes supprimés pour notre département, ce n'est pas tenable : nous ne pouvons entendre une si faible dotation. Pour les collègues cela impose toujours une réorganisation et des conditions de travail plus difficiles. Et la mobilisation massive contre les retraites y est évidemment liée : il est d'autant plus intolérable d'imposer 2 ans de travail supplémentaire, que les conditions de travail et de rémunération se dégradent.

La FNEC-FP-FO refuse que l'école soit traitée avec une logique comptable et de rentabilité. Nous voulons un service public fort et de qualité.

Les enseignants se sentent de plus en plus méprisés, la hausse de salaire qui devait avoir lieu en septembre puis en janvier et maintenant à la rentrée 2023 ne satisfait personne ! Des primes avec des contreparties n'est pas une augmentation. La FNEC-FP-FO se félicite d'avoir été fidèle à ses mandats et a claqué la porte de cette pseudo-revalorisation.

Les enseignants n'en peuvent plus, mais que dire des AESH ! Nous ne cesserons de réclamer un vrai statut pour un vrai salaire et l'abandon des PIAL ! Dans l'Yonne, avec les documents que vous venez de nous fournir, nous constatons que 299 élèves notifiés par la MDPH ne sont pas accompagnés. C'est énorme et inacceptable ! L'inclusion à marche forcée rend les conditions d'apprentissages très difficiles pour les collègues et les élèves.

Aussi, nous constatons que la situation concernant l'enseignement spécialisé continue de se dégrader malgré nos alertes systématiques sur le sujet et le joueur

unanime lors du dernier CDEN : PsyEN, postes d'enseignants spécialisés dans les RASED et les structures : le compte n'y est pas !

La préparation de rentrée ne se fait pas sereinement dans les collèges, ni dans les lycées d'ailleurs.

A Bléneau pour commencer, qui voit la fermeture d'un des sites du collège de Puisaye. Ce collège sur 3 sites se voit affublé depuis des années d'une DHG correcte pour un collège mais bien trop juste pour trois sites si éloignés. Nous sommes contre cette fermeture.

Le système des DHG oblige les établissements à gérer seuls une pénurie inacceptable quand on voit l'argent qui est « rendu » par l'Education Nationale. Sous couvert d'autonomie ils jonglent au moins mal pour préserver les classes et les postes. Malgré cela dans les collèges comme dans les lycées, les effectifs de classes se gonflent et l'offre de formation diminue : on supprime des options, on choisit entre des matières ou des groupes. Les personnels en ont assez qu'on tue ainsi l'école à petit feu. D'où le « lycée mort » à Auxerre ce matin au lycée Jacques Amyot. Comment s'étonner de la crise du recrutement des chefs d'établissement en plus de celle des enseignants ?

Les réformes se font sur des objectifs financiers et non éducatifs. Pour rajouter ne heure de soutien en 6è, on supprime la technologie, puisque tout se fait à moyens constants. Et pour les enseignants de technologie, savoir qu'ils pourront faire des maths en 6è, pour éviter peut-être un complément de service, n'a rien de rassurant. D'autant plus que le texte est flou : ici suppression complète, mais ailleurs on garde une demi-heure de technologie en 6è pour renforcer l'éducation au numérique, ce qui est aussi une consigne de l'institution. Entendre ensuite que la même institution est sensible aux conséquences humaines de la suppression de la technologie en 6è et entend bien revaloriser la matière est difficile à accepter.

L'appel aux professeurs des écoles doit-il résoudre la question des élèves en difficultés ? Ces élèves qu'ils avaient l'année précédente et pour lesquels ils ont déjà

travaillé consciencieusement... dans des classes déjà trop remplies, avec des RASED insuffisants, des inclusions systématiques. On voit reparaître la marotte de l'enseignant qui peut servir de la maternelle au bac, fonctionnaire ajustable à l'infini, idéal du point de vue comptable. Aberrant du point de vue professionnel.

Nous demandons à nouveau que les DHG soient abondées de telle sorte que les établissements scolaires puissent fonctionner correctement sans classes surchargées et dans le respect du statut des enseignants. Les personnels ne pourront pas éternellement accepter de telles conditions de travail, d'autant plus dans un contexte de réforme des retraites profondément injuste.